

# Le pouvoir aux travailleurs

7 JANVIER 2006

N° 121

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<b>SOMMAIRE</b>	<b>PAGES</b>
<b>EDITORIAL:</b>	
- LUTTE AU SOMMET OU COUP DE FORCE MILITAIRE NE NOUS LAISSONS PAS ENTRAÎNER PAR LEUR RIVALITÉ.....	3
- MALGRÉ LA CRISE, LES AFFAIRES VONT BIEN POUR LES BOURGEOIS.....	3
- LE COLLECTIF DES COMMERÇANTS EN GRÈVE CONTRE LA DIRECTION DES IMPÔTS.....	3 - 4
- L'INSALUBRITÉ DANS LES QUARTIERS PAUVRES, DE PLUS EN PLUS ALARMANTE.....	4
- TRAVAIL DES ENFANTS DANS LE MARCHÉ D'ADJAME.....	4 - 5
- LA LUTTE CONTRE LE RACKET, DU BIDON.....	6
- LES CRIMINELS ONT TUE ET ARRÊTÉ DES TRAVAILLEURS A AKOUEDO!.....	6 - 7
- ATTAQUE D'AKOUEDO: UN INNOCENT TUE PAR "LES FORCES DE L'ORDRE".....	7
- L'ASSASSINAT DE FIRMIN MAHE: L'OEUVRE DE CRIMINELS...	7 - 8
- HALTE AUX EXACTIONS POLICIÈRES.....	8
- UN CAS RÉVOLTANT VÉCU PAS UNE PAYSANNE.....	9
- FÊTES DE D'ANNÉE: LA MISÈRE SE FAIT ENCORE PLUS SENTIR CHEZ LES TRAVAILLEURS.....	9 - 10

**LUTTE AU SOMMET OU COUP DE FORCE MILITAIRE.  
NE NOUS LAISSONS PAS ENTRAÎNER PAR LEUR RIVALITÉ!**

Il leur a fallu un mois de tractations pour former le gouvernement Banny. La lutte pour les postes ministériels devait être âpre entre chacun des clans. Ils ont fini par se partager les postes pour bien puiser dans les caisses de l'Etat. Après cela, ils viendront dire aux travailleurs qu'elles sont vides! Ou encore, que l'heure est à la reconstruction du pays et qu'il faut que les travailleurs continuent à se serrer la ceinture! Cela n'empêche pas les privilégiés de ce pays de s'en mettre plein les poches. Des immeubles et des villas se construisent nombreux à Abidjan. Des grosses cylindrées toujours plus nombreuses et plus rutilantes circulent dans les quartiers chics. C'est dire qu'il y a comme un système de vases communicant entre les coffres forts des riches et les poches trouées des pauvres. La classe bourgeoise, ceux qui contrôlent les banques, les usines, le port, l'énergie, la distribution, etc, ainsi que les politiciens qui se succèdent au pouvoir gouvernemental dans ce pays depuis quarante cinq ans ont beaucoup d'argent. Ils l'amassent au détriment des populations laborieuses. Les conditions de vie et de travail des classes laborieuses se sont dégradées, plus que jamais. Dans les quartiers populaires et dans les villages, la misère est partout présente.

Alors, oui, ceux parmi les Bédié, Ouattara et autres Gbagbo qui font croire qu'ils ont un "idéal" et qu'ils se soucient de "l'avenir du pays" sont des menteurs finis! A moins que "l'intérêt du pays", dans leur façon de raisonner soit exclusivement celui des classes riches. Ces démagogues réussissent malheureusement à tromper nombre de travailleurs. Les leaders des trois principaux partis politiques de ce pays, le FPI, le PDCI et le RDR bénéficient du soutien des gens issus des classes pauvres. Dans la majorité des cas cette adhésion s'effectue selon l'appartenance ethnique. Dans leur lutte pour le pouvoir jusqu'où ces dirigeants sont-ils capables de jeter les petites gens les uns contre les autres?. Ils se moquent des souffrances de la population laborieuse.

A la misère s'ajoute l'insécurité qui devient insupportable dans les quartiers à cause des agents du Cécoc et autres milices qui tuent et qui rackettent. Les travailleurs sont les principales victimes de ces exactions. Particulièrement les frères burkinabés et maliens.

Nous ne sommes pas à l'abri d'un conflit inter ethnique dans lequel les clans bourgeois en lutte pour le pouvoir peuvent à tout moment nous entraîner. Ce ne fera que nous compliquer encore un peu plus la vie et créer la division et la haine entre les travailleurs de différentes ethnies, là où il leur faudrait justement l'unité et la solidarité.

Tous ces problèmes sont vitaux pour les travailleurs. Personne ni aucun dieu ne viendra les résoudre à leur place.

Voilà pourquoi, ceux d'entre les travailleurs qui ont conscience de cette réalité doivent s'unir pour construire un parti politique authentiquement prolétarien pour que le poison de la xénophobie distillé à longueur de journées par les prétendants au pouvoir ne réussisse pas à semer la discorde dans les rangs des travailleurs.

## MALGRE LA CRISE, LES AFFAIRES VONT BIEN POUR LES BOURGEOIS

Une revue économique trimestrielle, « PME Magazine », dans sa dernière parution, a publié la liste des 500 premières entreprises de Côte d'Ivoire, chiffres 2003. Les chiffres d'affaires de ses entreprises vont de plusieurs centaines de milliards de francs CFA pour la plus grosse (SIR : 418 milliards de francs CFA) à 1,33 milliards de francs CFA pour les dernières de la liste.

On peut observer que malgré les jérémiades des patrons, leurs affaires vont bien. La revue annonce que les entreprises citées font de gros bénéfices et ce malgré la crise, à l'image de FILTISAC qui est la 3<sup>ème</sup> entreprise à avoir partagé de gros dividendes à ses actionnaires.

Ce que cette revue ne dit pas, bien sûr, c'est que c'est en mettant un grand nombre de travailleurs à la rue

et en surexploitant ceux qui restent que ces entreprises augmentent leurs bénéfices. Le cas de FILTISAC est, à cet égard, patent. Cette entreprise n'a cessé depuis le début de la guerre de licencier. Les vieux, les malades, les moins productifs ou encore tous ceux dont la tête ne piaff pas, sont mis à la porte. Les travailleurs restants vivent sous la menace d'éventuels licenciements et sont contraints d'accepter des conditions de travail pénibles. Aussi, en cas de besoin de main-d'œuvre, Filtisac recourt à des journaliers. C'est donc en affamant la classe ouvrière que les entreprises bourgeoises se portent bien. C'est parce que les travailleurs ont moins pour se nourrir, se vêtir et se soigner que les dividendes continuent d'affluer dans les caisses des actionnaires: c'est la pauvreté et l'exploitation des travailleurs qui alimentent la richesse des riches.

## LE COLLECTIF DES COMMERÇANTS EN GRÈVE CONTRE LA DIRECTION DES IMPÔTS.

Depuis le 2 janvier 2006, les commerçants grossistes de la ville d'Abidjan et des grandes villes comme San Pédro sont en grève contre l'application de la « facture normalisée » qui devrait prendre effet le 1<sup>er</sup> de ce mois.

Cela fait presque une semaine, du lundi 02 janvier au samedi 7, que tous ces grands magasins sont restés fermés. La grève a été largement suivie par l'ensemble de la corporation. De Treichville à Yopougon en passant par Abobo, surtout Adjamé boulevard Nangui Abrogoua, ces grandes artères qui grouillent d'habitude de monde, sont restées vides.

Cette histoire remonte au mois de mars 2005, date à laquelle la

Direction Générale des Impôts (DGI) a introduit cette loi de finance. Elle devait prendre effet à partir du mois d'avril 2005.

Depuis lors, le gouvernement va de recul en recul face à ces rapaces qui détournent les TVA qu'ils collectent auprès des consommateurs, via les petits commerçants et qu'ils ont obligation de reverser à l'Etat.

Est-ce que cette facture normalisée sera un moyen plus efficace pour lutter contre la fraude fiscale des riches commerçants? Cela reste à vérifier. Ce qu'on peut dire, par contre, c'est que si ces gros commerçants sont ainsi réticents à la mise en place de cette nouvelle

procédure, c'est qu'ils savent que ça va certainement leur compliquer un peu la tâche dans leur magouille.

Si le gouvernement veut vraiment éviter les détournements de la TVA par ces riches, il pourrait supprimer purement et simplement cette taxe injuste. L'avantage c'est que

les prix des marchandises, tel que le riz, le savon, le sucre, l'huile, etc, baisseraient du même coup de 18% pour le consommateur. Cet impôt pourrait être remplacé par un impôt direct que devront obligatoirement payer tous les riches, en fonction de leur revenu.

### L'INSALUBRITÉ DANS LES QUARTIERS PAUVRES, DE PLUS EN PLUS ALARMANTE

Depuis quelques temps, les populations d'Abidjan, notamment celles des quartiers populaires tels qu'Abobo, sont régulièrement confrontées à un véritable problème d'hygiène publique. L'insalubrité est devenue le lot quotidien des populations pauvres. Les égouts d'évacuation des eaux usées sont fréquemment bouchés voire même inexistantes dans ces quartiers. De petites montagnes d'ordures sont entassées dans chaque coin de rue. Evidemment toute insalubrité est source de maladies épidémiques telles que la dysenterie, le choléra, etc.

La situation est tellement dramatique qu'ils en ont même parlé lors du premier conseil des ministres du nouveau gouvernement de transition. Ils y sont allés de leurs grands discours pour "faire disparaître définitivement les ordures d'Abidjan et des villes de l'intérieur". Mais ce genre de discours, on a déjà entendu!

Bien évidemment, les moyens existent pour se débarrasser des ordures, pour assainir les quartiers

pauvres. Mais ces hauts dirigeants qui se succèdent dans les gouvernements et les mairies sont plus préoccupés à se remplir les poches. D'ailleurs ces hommes politiques habitent les quartiers riches où un minimum d'hygiène est maintenu.

De plus, selon ce nouveau chef de gouvernement, les districts d'Abidjan et de Yamoussoukro ainsi que les maires dans ces communes auront une grande responsabilité dans cette mission. Ce bout de phrase nous rappelle le débat entre les mêmes districts et mairies où chacun rendait l'autre responsable du non-ramassage des ordures. Et pendant ce temps les populations pauvres groupaient sous les ordures.

Voilà un réel problème social que les hommes politiques s'engagent toujours à résoudre. Pour eux, les paroles se suffisent à elles-mêmes. Il est clair que tant que les populations habitant les quartiers laissés pour compte ne se mobilisent pas, ces politiciens ne bougeront pas leurs fesses et continueront à détourner l'argent.

### TRAVAIL DES ENFANTS DANS LE MARCHÉ D'ADJAME

Aujourd'hui, avec le chômage grandissant, un phénomène prend de l'ampleur dans les marchés d'Abidjan: C'est le travail des enfants.

Des enfants qui normalement devraient se trouver à l'école,

abondent dans les ruelles des marchés, proposant leur service aux ménagères, pour porter leurs paniers.

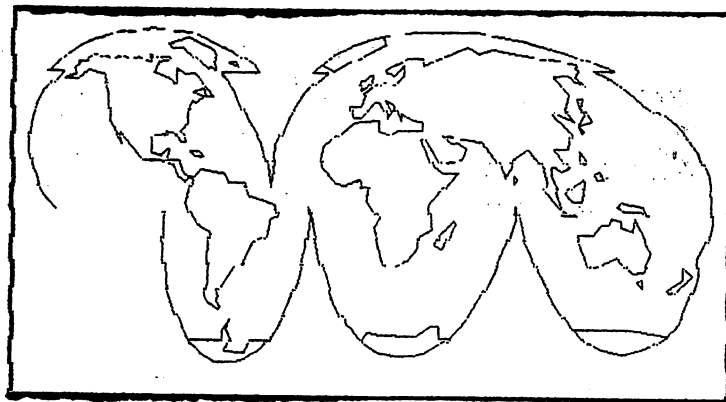
Souvent ces enfants portent des charges qui dépassent leurs poids.

C'est le cas d'une gamine qui après avoir parcouru plus de 500 mètres avec une lourde charge sur la tête dans le marché d'Adjamé, ne pouvait plus bouger sa tête. Comme récompense, la femme à qui le service a été rendu lui jette deux pièces de 50 francs et part dans sa voiture.

Cet argent que ces enfants ramènent à la maison complète le revenu de la famille.

Le gouvernement a beau faire des discours sur le travail des enfants. La réalité est que ce sont les dirigeants qui se succèdent au pouvoir qui encouragent et aident les nantis à aggraver le sort des populations pauvres. Beaucoup ne trouvent plus d'autres solutions que d'envoyer leurs enfants se débrouiller pour les aider à subvenir aux besoins de la famille.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

# L E U R S O C I E T E

## LA LUTTE CONTRE LE RACKET, DU BIDON

Le commissaire du gouvernement Ange Késsi a fait arrêter récemment quatre militaires pris en flagrant délit de racket au corridor d'Anyama. Ils sont aux « arrêts » et seront, à l'en croire, « radiés des effectifs », en ajoutant que la chasse aux "brebis galeuses" se poursuivra.

C'est probablement de l'humour lorsqu'il traite les corps habillés racketteurs de « brebis galeuses » parce que, dans ce cas, ils le sont tous! Il suffit de sortir de sa maison pour le voir. Par exemple, lorsqu'on prend le gbaka sur le tronçon Abobo-Adjamé par la voie express, on peut rencontrer environ cinq barrages. A chaque fois, au coup de sifflet du policier ou du gendarme, c'est plutôt l'apprenti qui descend, le plus souvent, sans même les pièces du véhicule. Partout il est obligé de laisser l'argent exigé par ceux-ci. A chaque barrage, c'est le même cinéma.

Comment dans cette atmosphère on peut prétendre lutter contre le racket en arrêtant quatre clampins? D'autant plus que chacun sait que c'est toute la hiérarchie qui profite du fruit de leur rapine.

Le poste de « corps habillé » est devenu tellement juteux qu'il faut casquer une somme énorme pour espérer être admis à l'un de ses concours. Le poste de "motard" étant paraît-il le plus envié. Ceux-là sont obligés de verser une somme définie par avance à la hiérarchie, sinon ils sautent. Pareil pour chaque véhicule CECOS. Ce n'est plus une affaire individuelle, c'est une affaire de réseau.

Alors, Monsieur le commissaire du gouvernement peut aller faire son cinéma ailleurs. Ce qui est sûr, c'est que ce n'est certainement pas sur tous ceux-là qu'il faut compter en cas de besoin!

## LES CRIMINELS ONT TUÉ ET ARRÊTÉ DES TRAVAILLEURS A AKOUEDO !

Qu'est-ce qui s'est donc passé dans les camps militaires d'Akouédo dans la matinée du 02 janvier 2006? On sait qu'il y a eu fusillades, mort d'hommes et arrestations.

Etait-ce une attaque d'"assaillants" venus de l'extérieur du camp comme veulent le faire croire l'état-major des FDS (Forces de Défense et de Sécurité) et le clan Gbagbo? En tous cas, les Forces Nouvelles de Soro Guillaume ou encore Mathias Doué récusent toute implication dans cette prétendue attaque et avancent plutôt l'idée d'une

"mutinerie" au sein de l'armée, motivée par des revendications pécuniaires des soldats.

Ce dont on peut être certain, c'est que ces différents protagonistes, à savoir l'Etat major des FDS, Mangou; ceux des FN, les Soumaïfa Bakayoko, ou encore les Mathias Doué, etc, ainsi que les dirigeants politiques qui les encadrent, à savoir les Gbagbo et autres Soro Guillaume, tous ces gens-là mentent comme ils respirent! Les travailleurs ne peuvent prendre au comptant leurs paroles.

# L E U R S O C I E T E

Quel que soit le scénario qui s'est déroulé ce 02 janvier à Akouédo, ce qui est sûr c'est que de nombreux travailleurs ont trouvé la mort ou ont été arrêtés dans les environs. Ce sont des ouvriers du bâtiment, des gardiens, des jardiniers, des chauffeurs ou des apprentis de Gbaka, se rendant au travail, de passage devant le corridor d'Akouédo, qui ont été taxés d'assaillants et traités comme tel. Par la suite, de nombreux autres travailleurs, principalement

d'origine Burkinabé, ont été dépouillés de leurs biens, torturés et arrêtés dans les bidonvilles situés non loin de là par les gens du Cecos. Les militaires gouvernementaux sont peu courageux devant ceux qu'ils appellent des assaillants lorsque ceux-ci sont armés. Par contre ils sont féroces quand ils ont affaire à des travailleurs, surtout lorsqu'ils sont isolés et non organisés. Eh bien, oui, ce sont eux que Gbagbo est allé féliciter à Akouédo pour leur prétendue "bravoure"!

## ATTAQUE D'AKOUEDO: UN INNOCENT TUÉ PAR LES "FORCES DE L'ORDRE"

Depuis le lundi 2 janvier, jour de l'attaque des camps d'Akouédo, un vieux qui vendait des fruits de la passion, de la cola, etc, à Bingerville a disparu. Son corps a été vu parmi celui des prétendus assaillants.

C'est actuellement le principal sujet de conversation dans la ville. Cette énième "bavure" prouve qu'il ne fait pas bon être pauvre et se trouver sur le chemin des "forces de l'ordre"

lorsqu'elles procèdent à un ratissage pour trouver de prétendus assaillants. Il leur faut des boucs émissaires. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois.

Lors de toutes les attaques antérieures, que ce soit d'Anyama ou d'Agboville, des personnes raflées pour la plupart, ont été présentées contre toute évidence comme de dangereux assaillants. C'est écoeurant!

## L'ASSASSINAT DE FIRMIN MAHE PAR L'ARMÉE FRANÇAISE: L'OEUVRE DE CRIMINELS!

Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'assassinat de Firmin Mahé le 13 mai 2005 par l'armée française n'a pas fait couler beaucoup d'encre dans la presse ivoirienne: que ce soit dans la presse gouvernementale, proche du FPI, du PDCI, du RDR ou des Forces Nouvelles. Même lorsque ces journaux se sont sentis obligés d'en parler, parce que la presse française en parlait, ce fut sans excès.

Pourtant, Firmin Mahé a été bel et bien assassiné, étouffé à l'aide d'un sac plastique, par l'armée française. Son état-major qui a ordonné cet assassinat, a présenté leur victime comme un "coupeur de route", espérant ainsi atténuer leur crime.

Ce n'est pas le premier crime de l'armée française en Côte d'Ivoire et encore moins dans les autres régions.

# L E U R S O C I E T E

de l'Afrique où elle est présente. Elle est là pour défendre les intérêts de l'impérialisme français et elle n'hésitera pas à massacrer si la bourgeoisie française l'exige. Mais l'armée ivoirienne n'est pas mieux. Elle tue tous les jours des Firmin Mahé dans les quartiers populaires d'Abidjan. Encore plus facilement lorsque la victime est originaire d'un quartier populaire et de surcroît burkinabé! Les responsables politiques de ce pays

font croire que les victimes de leurs soldats sont des "assaillants". Leurs corps sont parfois abandonnés nuitamment sur le bord d'une route. Il en va pareillement du côté des Forces Nouvelles qui exécutent tous ceux qui sont soupçonnés de ne pas être de leur bord dans la région qu'elles contrôlent.

Leur silence sur l'assassinat de Firmin Mahé par les troupes françaises en dit long sur leurs propres pratiques.

## HALTE AUX EXACTIONS POLICIÈRES!

Ce samedi 24 décembre, des corps habillés ont arrêté un jeune étudiant nigérien à Adjamé. L'un d'eux, un gendarme se met à le gifler et lorsqu'il tombe, se met à le piétiner. Comme motif de cette bastonnade, le jeune lui aurait répondu un peu sèchement lorsqu'il lui a demandé de montrer ses papiers. Une dame, témoin de la scène l'a supplié pour qu'il le relaxe.

Le gendarme qui se dit du CECOS (Centre de Commandement des Opérations de Sécurité) répond en lui disant: "Tu as intérêt à te mêler de ce qui te regarde. Celui là si je l'abats tout de suite ici, il n'y aura rien, c'est cadeau. C'est comme si j'ai tué un chien. Et d'ailleurs toi la dame, tu es de quelle ethnie?". La femme de se présenter comme étant ivoirienne et d'ethnie Dida. Le policier de s'énerver

encore plus: "tu n'as pas vu ce qu'ils nous ont fait. Tu ne sais pas qu'ils sont parmi ceux qui nous ont attaqué. C'est votre pitié qui nous a vendu aux rebelles. C'est un rebelle et aujourd'hui, il va voir avec moi. Je vais l'emprisonner aussi si tu m'emmerdes".

Il a fallu supporter près d'une demi-heure de paroles xénophobes et pleines de haines. D'autant plus que le jeune n'avait pas d'argent. En fin de compte, ses collègues, devant la petite foule qui suivait l'affaire, l'ont convaincu de libérer l'étudiant. Si celui-là a eu un peu de chance, combien d'autres se retrouvent ainsi dépouillés de tout ce qu'ils possèdent chaque jour et lorsqu'ils n'ont rien, sont sévèrement bastonnés. Cela, sans que les victimes ne puissent attendre aucune aide des autorités



---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---



---

### UN CAS RÉVOLTANT VÉCU PAR UNE PAYSANNE

---

L'histoire se déroule à une cinquantaine de kilomètres de la ville de Dabou. Voilà une paysanne qui va soigner son enfant agonisant à l'hôpital protestant de Dabou. Il était trop tard. L'enfant n'a pas survécu. La mère n'avait pas les moyens de soigner à temps son enfant. L'enfant décédé, comment faire pour le ramener au village sans moyen pour louer un corbillard. La pauvre maman n'a pas trouvé une autre solution que de prendre son courage à deux mains et mettre le cadavre de l'enfant au dos et

prendre le transport en commun jusqu'à destination sans attirer l'attention. On imagine la souffrance endurée par cette mère qui a fait l'effort de repousser ses pleurs jusqu'à l'arrivée. C'est, hélas, une situation qui n'est pas exceptionnelle. Nombreuses sont les mamans obligées d'en faire autant.

Ce sont des signes qui montrent à quel point la misère s'est encore aggravée dans les villes mais aussi les campagnes.

---

### LA MISÈRE QUE VIVENT LES TRAVAILLEURS S'EST FAIT SENTIR ENCORE PLUS PENDANT CES FÊTES DE FIN D'ANNÉE

---

Une fois encore les travailleurs ont eu du mal à faire face aux dépenses des fêtes de fin d'année qui deviennent d'année en année un vrai casse tête pour eux. Dans beaucoup de foyers, les enfants n'ont pas eu des habits neufs ni même un simple poulet pour les deux fêtes.

Dans les quartiers pauvres, où manger de la viande, surtout tuer un poulet les jours ordinaires est signe d'aisance, les enfants n'ont droit à tout cela que les jours de fêtes où les parents leur offrent poulet et habits neufs. Mais depuis quelques années, la situation des travailleurs s'est beaucoup dégradée et cela se ressent sur ces jours de réjouissances. Les patrons ont profité des événements de septembre 2002 et de novembre 2004 pour réduire les effectifs et augmenter le nombre de chômeurs.

Cette année nous avons constaté dans les quartiers populaires le manque d'enthousiasme de

l'ensemble de la population à prendre part à la fête. Le 24 décembre, veille de Noël, les gens, surtout les jeunes ne sont pas sortis nombreux comme d'habitude. On pouvait penser que les gens se réservaient pour la fête de fin d'année qui arrivait dans une semaine. Mais le 31 décembre, ce fut pareil. Et le plus difficile fut le 1er de l'an où des familles qui d'habitude habillaient leurs enfants, s'achetaient des poulets pour la circonstance, n'avaient rien à leur offrir.

A « derrière les rails », un sous quartier d'Abobo, voici l'exemple d'un ex-travailleur de Bernabé qui a été licencié suite aux événements de novembre 2004. Il a une famille de plus 20 personnes. Pendant les années précédentes, il habillait tous ces enfants en Noël avec des cadeaux en plus et tuait au moins 4 poulets pour cette première fête. En janvier, les enfants portaient encore des habits neufs et le nombre de poulets

---

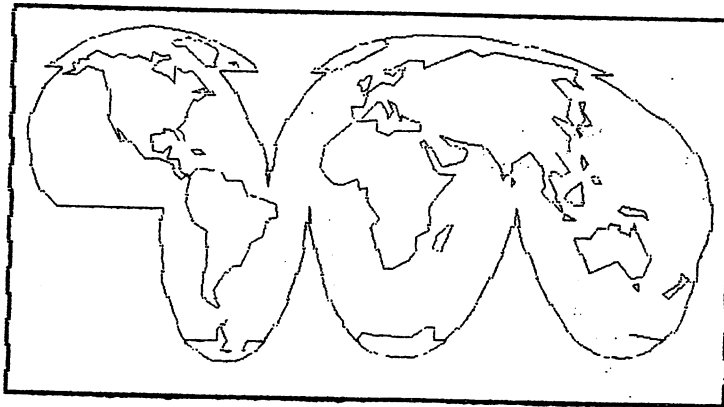
**LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS**

---

augmentait. Cette année, non seulement les enfants n'ont pas eu droit aux cadeaux, mais ils n'ont pas fêté en Noël et en janvier, ils n'ont eu droit qu'à deux poulets. Pour les habits neufs ils ont porté ce qu'ils avaient de moins usé à la maison.

Il y a l'exemple d'une autre famille au centre d'Abobo où, comme

le prix des poulets avait été multiplié par deux, le père de famille avait préféré payer quelques kilogrammes de viande de bœuf. Et la femme de s'exclamer en ces termes: « au moins nous allons manger de la viande aujourd'hui. Mais si c'était de la viande de poulet, ça aurait été mieux ».

**TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS****UNISSONS-NOUS !**

## CE QUE NOUS VOULONS

### Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les